



# **Rapport d'activités des Vert·e·s vaudois·es**

**Exercice mai 2019 – août 2020**

## **Table des Matières**

1. Rapport du Bureau.....p.3
2. Rapport du groupe des Vert·e·s au Grand Conseil.....p.5
3. Rapport de la Conseillère d'Etat.....p.11
4. Rapport des Conseillères nationales, du Conseiller national et de la Conseillère aux Etats .....p.16

## **Rapport d'activité du Bureau pour l'année 2019-2020**

L'année écoulée, ou plutôt les 15 derniers mois puisque, COVID-19 oblige, notre assemblée générale n'aura pas pu avoir lieu en mai comme cela se fait habituellement, mais début septembre, a été une fois encore riche en événements et en succès pour notre Mouvement. Mouvement qui a débuté cette période en changeant de nom, puisque c'est lors de la dernière assemblée générale au gymnase de Renens que nous avons décidé de le rendre épïcène.

L'été et l'automne 2019 auront été marqués par les élections fédérales, pilotées par notre secrétariat, les candidat-e-s, ainsi que les membres du Bureau. Nos militant-e-s et élu-e-s ont sillonné le canton, débattu, convaincu, mis en avant nos idées et projets de société, et force est de constater que cela a porté ses fruits, puisque la vague verte s'est saisie de notre canton, avec 16,4% des voix, et près de 20% si on cumule ce résultat avec celui des Jeunes Vert-e-s. Avec 4 élu-e-s au National et 1 aux Etats, nous devenons ainsi le 3ème parti du canton, à égalité en termes d'élu-e-s avec le PS.

Cette phase électorale a également été marquée par la récolte de signatures pour notre initiative cantonale « Pour le climat », lancée le 19 juillet 2020 et déposée le 9 décembre avec plus de 14'000 signatures valables.

Les campagnes de votations ont été peu nombreuses ces derniers mois, en raison des élections fédérales et du Covid-19, mais le Bureau a représenté les Vert.e.s dans les comités vaudois pour l'initiative fédérale « Pour davantage de logements à loyers abordables » et pour le référendum contre l'achat de nouveaux avions de combat. Les Vert.e.s pilotent par ailleurs le comité unitaire vaudois contre la révision de la loi sur la chasse, soumise au vote populaire le 27 septembre.

En matière de récolte de signatures, le Bureau a décidé de soutenir plusieurs référendums, dont celui contre le traité de libre-échange avec l'Indonésie, ou encore celui contre l'achat de nouveaux avions de combat. Il s'est par ailleurs positionné contre la récolte rémunérée de signatures, ce qui a valu un certain écho médiatique à notre Mouvement.

Le Bureau a organisé un débat, dans le cadre d'une assemblée générale, sur notre position quant à la gratuité des transports en commun. Un papier de position a été adopté suite à ces discussions.

Des représentant-e-s du Bureau sont également intervenu-e-s au nom des Vert.e.s vaudois.es dans divers comités, comme par exemple celui préparant la grève des femmes du 14 juin ou à l'alliance climatique suisse.

Le Bureau, en charge de la communication du Mouvement, a rédigé plusieurs communiqués de presse, notamment en coordination avec le groupe des député-e-s au Grand conseil, afin de rendre publiques les prises de position des Vert.e.s et leurs actions. On peut citer, à titre d'exemple, la demande d'une action des autorités cantonales contre le fongicide chlorothalonil et sa présence dans nos eaux, le positionnement sur le « Plan Climat » présenté par le Conseil d'Etat, nos propositions pour la lutte contre les îlots de chaleur (conférence de presse faisant suite au travail fouillé mené par le GT ad hoc) ou encore sur les dangers du transport de chlore .

Des réponses à plusieurs consultations fédérales et cantonales ont été rédigées en collaboration avec des groupes de travail. On peut ainsi citer celle sur la révision de la LATC, la révision du PAC Lavaux, de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) ou encore de la loi sur la protection du patrimoine, des monuments et des sites.

Un cycle électoral terminé, un nouveau s'ouvre, et le Bureau a travaillé ces derniers mois d'arrache-pied avec les sections régionales pour la préparation des élections communales de mars-avril 2021. L'objectif est d'implanter des listes vertes dans le plus grand nombre de communes possible, afin de renforcer nos idées localement et de mener des politiques en faveur de l'environnement et de l'équité sociale partout dans le canton. De nombreuses séances ont eu lieu à cet égard, et une coordinatrice des sections a été engagée au mois de juin, en la personne de Mme Christine Theumann, que nous remercions déjà de son travail et son engagement.

Le Bureau s'est également lancé dans une révision complète des statuts du Mouvement, qui sera soumise ces prochains mois à une assemblée générale extraordinaire pour discussion.

Comme toute personne ou institution, le Bureau a été impacté dans son activité ces derniers mois par la pandémie de COVID-19. Il a fallu repenser la manière de travailler du secrétariat comme des autres organes du Mouvement, et penser le positionnement des Vert.e.s dans cette crise inédite.

En tout, le Bureau aura siégé 33 fois, dont une bonne dizaine par vidéo-conférence et 3 fois de manière élargie (avec le chef de groupe au Grand Conseil, notre Conseillère d'Etat et son collaborateur personnel), pris part à 2 Trèfles (réunions entre le PS et les Vert.e.s au niveau cantonal), organisé 4 comités élargis, et deux AG extraordinaires et une AG ordinaire. Il a aussi participé, par l'intermédiaire de ses deux délégué-e-s, au Comité des Verts suisses.

Rien de ce qui est évoqué ci-dessus n'aurait été possible sans l'inestimable travail de France Manghardt et d' Anne Caldelari, nos deux collaboratrices. Nous les remercions de tout cœur de leur efficacité et de leur engagement !

Pour le Bureau  
Alberto Mocchi,  
Président

# Rapport d'activité du groupe parlementaire des Vert-e-s 2019-2020

## Contexte politique

Grâce à la qualité de sa députation, et au travail de fond mené sur une grande diversité de thématiques, le groupe des Vert-e-s est parvenu à faire avancer plusieurs mesures inscrites dans le programme de législature du mouvement vaudois (2017-2022). L'évolution positive de la sensibilité du parlement cantonal sur certains dossiers environnementaux s'est en outre, confirmée durant cette période très particulière.

La crise sanitaire a eu un impact important sur les travaux du Grand Conseil qui a cessé de siéger pendant plus de deux mois. Les député-e-s Vert-e-s ont toutefois continué à travailler, en se réunissant par visioconférence (à 8 reprises), pour notamment anticiper la reprise des travaux parlementaires et la nécessaire réorientation de notre société dont bien des domaines ont montré, en cette période de crise, leur manque de résilience.

Le COVID-19 va sans doute influencer le fonctionnement du parlement durant plusieurs mois encore. Pour le groupe des Vert-e-s, il s'agira de maintenir le cap, en renforçant certains dossiers (dont la politique d'appui au développement économique (PADE)), en s'assurant de la mise à disposition de moyens de mise en œuvre conséquents pour le plan climat et le plan en matière de biodiversité et en continuant à convaincre la majorité du parlement de la nécessité de construire une société plus juste, plus solidaire, plus durable et plus résiliente.

## Actions du groupe parlementaire

Les député-e-s Vert-e-s ont été actives et actifs sur de multiples dossiers, nous en dressons ici une liste non-exhaustive. Les interventions déposées par les député-e-s sont disponibles sur le site web des Vert-e-s vaudois-es : <http://www.verts-vd.ch/documentation/interventions-gc/>

Pour que la langue des signes soit officiellement reconnue > dépôt d'une initiative parlementaire demandant la reconnaissance officielle de la langue des signes dans la Constitution de notre canton. Ce serait en effet un signe fort pour les sourd-e-s vaudois-es en faveur de leur inclusion et de leur reconnaissance comme citoyennes et citoyens à part entière. Genève et Zurich ont déjà introduit une telle disposition dans leur Constitution. Après un passage en commission positif, la proposition devrait être débattue en plenum d'ici la fin de l'année

[https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2017-2022/19\\_INI\\_017\\_obj\\_et\\_dev.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2017-2022/19_INI_017_obj_et_dev.pdf)

Remboursement des fausses couches > acceptation par le Grand Conseil d'une initiative parlementaire demandant le remboursement des fausses couches, des grossesses non évolutives et des grossesses extra-utérines. Si, en Suisse, une grossesse est prise en charge à 100% par l'assurance maladie hors système de franchise et de quote-part, les grossesses se terminant avant la 13<sup>ème</sup> semaine en sont exclues. Ainsi les fausses couches, les grossesses non évolutives et autres grossesses extra-utérines restent encore taboues dans notre société alors même que ces pertes peuvent être vécues par les parents comme une injustice et une douleur, alors non-reconnue.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Initiative%20l%C3%A9gislativ%202018/11/664464\\_18\\_INI\\_008\\_Obj%2020181128\\_1401750.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Initiative%20l%C3%A9gislativ%202018/11/664464_18_INI_008_Obj%2020181128_1401750.pdf)

Des moyens financiers supplémentaires en faveur de la biodiversité > acceptation par le Grand Conseil d'une proposition du groupe des Vert.e.s visant à augmenter les moyens alloués au Fonds cantonal pour la protection de la nature et pour l'établissement d'un règlement d'utilisation du fonds adapté aux nouveaux objectifs fixés dans le plan cantonal pour la biodiversité.

[https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2017-2022/19\\_MOT\\_097\\_depot.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2017-2022/19_MOT_097_depot.pdf)

Le Grand Conseil vaudois accepte de renoncer au glyphosate > le 19 juin 2019, le Grand Conseil a accepté le décret du Conseil d'Etat répondant à la motion verte visant à interdire le glyphosate, déposée en mai 2015. Cette décision permet de faire un pas en direction d'une meilleure protection de la nature, de la biodiversité et de la santé humaine.

Pour une interdiction du plastique à usage unique dans le canton > dépôt d'un postulat du groupe des Vert.e.s, visant à bannir l'usage du plastique à usage unique dans l'administration cantonale, au sein des organismes subventionnés par l'État, ainsi que toutes les manifestations qu'il organise, subventionne ou autorise. Le postulat demande également d'étudier les possibilités de l'interdire, à terme, dans l'ensemble du canton.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2019/06/674695\\_19\\_POS\\_153\\_Obj\\_20190624\\_1426676.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2019/06/674695_19_POS_153_Obj_20190624_1426676.pdf)

Pour une eau propre > plusieurs mois avant l'annonce d'une pollution des eaux souterraines du pays au chlorothalonil, le groupe est intervenu pour demander qu'un véritable plan d'action de réduction de l'usage des pesticides soit mis en place. Cette proposition a malheureusement été rejetée de quelques voix. Le groupe prévoit de revenir sur le sujet, en écho aux initiatives populaires « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ».

[https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2017-2022/19\\_POS\\_157\\_obj\\_et\\_dev.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2017-2022/19_POS_157_obj_et_dev.pdf)

Sur la thématique du chlorothalonil, le groupe est rapidement intervenu pour demander aux autorités cantonales et communales de rendre publiques toutes les informations concernant la présence de résidus de ce pesticide dans nos eaux, et de prendre les mesures nécessaires afin d'en réduire sans tarder la teneur. A noter que ce dossier révèle aussi la bonne collaboration entre les Vert.e.s élu.e.s à tous les niveaux puisqu'Adèle Thorens est également intervenue au plan fédéral et que des dépôts communaux ont également eu lieu.

[https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2017-2022/20\\_INT\\_484\\_depot.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2017-2022/20_INT_484_depot.pdf)

### Sensibilité aux rayonnements non-ionisants (WIFI et 5G)

Pour rappel, c'est suite à une intervention du groupe des Vert.e.s que le Conseil d'Etat a annoncé sa volonté de maintenir le gel des autorisations cantonales pour les nouvelles antennes 5G. Sur le même thème, le groupe a déposé un postulat demandant de mieux tenir compte des effets provoqués par les rayonnements non ionisants. Le texte demande une meilleure prévention et information, notamment pour protéger les plus vulnérables à ces ondes.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2019/11/681546\\_19\\_POS\\_177\\_Obj\\_20191202\\_1443352.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2019/11/681546_19_POS_177_Obj_20191202_1443352.pdf)

Pour s'affranchir des GAFAM > Le terme GAFAM provient des cinq plus grandes multinationales du numérique (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft). Le groupe a déposé un postulat demandant au Conseil d'Etat d'établir une planification de sortie des GAFAM axée sur la Stratégie numérique du Conseil d'Etat, commençant par le renoncement à

tout investissement alimentant le capitalisme de surveillance mis en place par les GAFAM. Ces mesures doivent permettre au canton de Vaud de se démarquer dans son rapport au numérique en axant la qualité vaudoise sur un stockage local et des outils « open source », respectueux de la vie privée, proposant des conditions d'utilisation claires et accessibles à toutes et tous.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2020/06/689930\\_20\\_POS\\_217\\_Objjet\\_20200707\\_1468498.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2020/06/689930_20_POS_217_Objjet_20200707_1468498.pdf)

Halte aux récoltes de signatures payées > dépôt d'une motion visant à interdire, comme c'est déjà le cas dans le canton de Genève, toute récolte de signature rémunérée. Ces récoltes portent en effet préjudice au libre exercice de nos droits démocratiques et compliquent encore notre tâche lorsque nous avons des textes à faire aboutir en jetant l'opprobre sur nos militant-e-s alors qu'ils et elles le font mû-e-s par leur seule conviction.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Motion/2020/02/684502\\_20\\_MOT\\_127\\_Objjet\\_20200210\\_1450911.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Motion/2020/02/684502_20_MOT_127_Objjet_20200210_1450911.pdf)

Pour un revenu de transition écologique > dépôt d'un postulat demandant l'introduction d'un revenu de transition écologique (RTE) dans le canton de Vaud. Cette intervention s'inscrit dans une action des Vert-e-s visant à faire de la crise sanitaire que nous traversons une opportunité de transformer notre système économique pour le rendre plus résilient. Il s'agit notamment de promouvoir les circuits d'approvisionnement courts, de réorienter la promotion économique vers plus de durabilité (PADE), de prioriser la transition énergétique et la protection de l'environnement dans la politique d'investissements étatiques et de remplacer le PIB par des indicateurs plus qualitatifs pour évaluer le bien-être d'une société.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2020/05/688267\\_20\\_POS\\_207\\_Objjet\\_20200515\\_1460218.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2020/05/688267_20_POS_207_Objjet_20200515_1460218.pdf)

Pour une promotion économique plus durable (PADE) > le Grand Conseil a été saisi de la nouvelle politique d'appui au développement économique du canton (PADE). Le dossier est actuellement débattu en commission. Un décret proposant la création de plusieurs fonds accompagne la stratégie du Conseil d'Etat. Les Vert-e-s seront particulièrement attentives et attentifs aux critères prévus pour l'attribution des soutiens financiers dans le cadre des fonds créés. La responsabilité environnementale des entreprises devrait y avoir une place prépondérante. Il est aussi important que les critères et les processus d'attribution des soutiens financiers soient clairs et transparents. La crise du coronavirus a en effet mis en lumière les limites de notre système économique et social. Il s'agit désormais d'en tirer les leçons pour engager une transformation qualitative et durable de notre système économique. Pour une stratégie de lutte contre la pauvreté > dépôt d'une motion demandant la mise en place d'une stratégie cantonale coordonnée de lutte et de prévention contre la pauvreté.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Motion/2020/06/689947\\_20\\_MOT\\_152\\_Objjet\\_20200624\\_1466582.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Motion/2020/06/689947_20_MOT_152_Objjet_20200624_1466582.pdf)

Nos médias doivent survivre à la crise du COVID-19 > dépôt d'une motion demandant une aide urgente à la presse, calibrée sur les besoins spécifiques du secteur. Les médias représentent l'un des secteurs les plus durement touchés par la crise du COVID-19. Ils sont pourtant un élément crucial du bon fonctionnement de notre démocratie. Une information diversifiée et indépendante n'a jamais été autant nécessaire : elle doit survivre à la crise !

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Motion/2020/05/688287\\_20\\_MOT\\_144\\_Objjet\\_20200527\\_1461660.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Motion/2020/05/688287_20_MOT_144_Objjet_20200527_1461660.pdf)

Lien entre biodiversité et épidémie > dépôt d'une interpellation demandant au Conseil d'Etat de développer les mesures en faveur de la biodiversité susceptibles de prévenir de nouvelles épidémies.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Interpellation/2020/05/688300\\_20\\_INT\\_474\\_Objjet\\_20200527\\_1461885.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Interpellation/2020/05/688300_20_INT_474_Objjet_20200527_1461885.pdf)

Mobilité douce > le 2 juin 2020, le Conseil d'Etat a publié un projet visant à créer plusieurs bandes cyclables provisoires sur une partie du réseau routier vaudois. Tout en saluant les mesures prises, le groupe des Vert-e-s a déposé un postulat visant à pérenniser ces mesures. Le postulat demande aussi de faciliter les modes de financements des aménagements cyclables communaux.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/D%C3%A9p%C3%B4t.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2020/07/691154\\_20\\_POS\\_224\\_D%C3%A9p%C3%B4t\\_20200702\\_1468029.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/D%C3%A9p%C3%B4t.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Postulat/2020/07/691154_20_POS_224_D%C3%A9p%C3%B4t_20200702_1468029.pdf)

300 millions pour une relance en faveur de la transition énergétique > dépôt d'une initiative parlementaire visant à alimenter le fonds vaudois sur l'énergie d'un montant de 300 millions de francs pour participer aux efforts de soutien à l'économie locale en la rendant plus résiliente, plus innovante et résolument tournée vers l'avenir. Il s'agit de ne pas opposer mesures de relance post-COVID 19 et l'indispensable transition écologique, et plus particulièrement son volet énergétique. Le texte est soutenu par la majorité des groupes politiques représentés au Parlement.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Initiative%20%C3%A9gislative/2020/05/688830\\_20\\_INI\\_025\\_Objjet\\_20200528\\_1462021.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/Initiative%20%C3%A9gislative/2020/05/688830_20_INI_025_Objjet_20200528_1462021.pdf)

BCV : pour une sortie des énergies fossiles > le Grand Conseil a accepté la proposition du groupe des Vert-e-s visant à établir un plan de sortie progressif des énergies fossiles de la Banque cantonale vaudoise, associé à une modification de la Loi sur la BCV, précisant la mission de la banque dans le domaine de l'investissement responsable.

[https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2017-2022/19\\_MOT\\_072\\_obj\\_et\\_dev.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2017-2022/19_MOT_072_obj_et_dev.pdf)

BNS : Pour plus de transparence de la Banque Nationale Suisse (BNS) dans la gestion des risques liés au climat > une résolution visant à demander au conseil de Banque de la BNS d'exposer les mesures envisagées pour rendre ses investissements compatibles avec l'accord de Paris sur le climat sera débattue cet automne. Le texte est soutenu par une majorité des groupes parlementaires.

[http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/R%C3%A9solution/2020/03/685656\\_20\\_RES\\_041\\_Objjet\\_20200330\\_1455898.pdf](http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/Objet.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/GCCE/R%C3%A9solution/2020/03/685656_20_RES_041_Objjet_20200330_1455898.pdf)

Pour assurer au canton un développement durable 2030 > le groupe des Vert-e-s a déposé une motion demandant au Conseil d'Etat de développer un plan d'action, pour la mise œuvre de la stratégie cantonale de développement durable à l'horizon 2030.

[https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2017-2022/19\\_MOT\\_119\\_obj\\_et\\_dev.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2017-2022/19_MOT_119_obj_et_dev.pdf)

Plan climat vaudois > depuis février 2020, Béatrice Métraux est en charge des politiques environnementales et climatiques. Il s'agit d'un signal fort, qui permettra de voir les intérêts du climat et de la biodiversité mieux défendus dans le canton. Le 24 juin 2020, le Conseil d'Etat a présenté un « Plan climat » qui contient des objectifs ambitieux et affiche une volonté d'agir pour réduire nos émissions de CO<sub>2</sub> tout comme pour adapter notre société aux inévitables changements qu'engendrera (et commence déjà d'ailleurs à engendrer) le



réchauffement climatique. Le canton dispose désormais d'une stratégie claire, que les Vert·e·s appelaient de leurs vœux depuis de nombreuses années, pour prendre l'indispensable tournant écologique. Le groupe Vert·e·s veillera à ce que les moyens financiers et humains suffisants soient mis à disposition pour garantir une mise en œuvre ambitieuse du plan climat.

### **Composition du groupe**

En septembre 2019, Pierre Zwahlen a rejoint le groupe des Vert·e·s qui compte désormais 22 membres. Nous lui souhaitons la bienvenue et nous réjouissons de pouvoir compter sur ses compétences.

Fin 2019, Etienne Räss a eu l'occasion de réorienter sa carrière professionnelle, et a décidé de démissionner du Bureau du Grand Conseil. C'est Séverine Evequoz qui représente dorénavant les Vert·e·s au sein du Bureau. Séverine Evequoz a été élue fin juin 2020 à la deuxième vice-présidence du Grand Conseil.

Deux député·e·s ont en outre cette année décidé de mettre fin à leur carrière politique au niveau cantonal : Susanne Jungclaus Delarze et Christian van Singer. Le groupe les remercie vivement de leur engagement de tous les instants et de leurs qualités humaines tant appréciées au sein du groupe. Nous leur souhaitons une retraite bien méritée et nous réjouissons de les revoir ailleurs que dans le cadre parlementaire. Pierre Fonjallaz, pour Lavaux, et Léonard Studer, pour le Chablais, ont pris le relais. Nous leur souhaitons la bienvenue et nous réjouissons de poursuivre avec eux le travail engagé, en nous appuyant sur leurs compétences.

Enfin, Léonore Porchet ayant été brillamment élue au Conseil national, c'est Alice Genoud qui lui a succédé. Nous remercions Léonore pour son dynamisme exceptionnel et la qualité du travail effectué pour le groupe. Nous lui souhaitons plein succès dans sa carrière au niveau fédéral. Le groupe se réjouit de compter sur les qualités d'Alice Genoud et lui souhaite la bienvenue.

### **Représentations dans différentes instances**

- Bureau : Séverine Evéquoz
- Finances : Anne Baehler et Maurice Mischler
- Gestion : Nathalie Jaccard et Olivier Mayor
- Haute Surveillance du Tribunal Cantonal : Rebecca Joly
- Affaires extérieures : Etienne Räss (Président) et Andreas Wüthrich
- Pétitions : Séverine Evéquoz et Olivier Epars
- Grâces : Olivier Epars
- Affaires juridiques : Rebecca Joly, Raphaël Mahaim, Olivier Mayor
- Politique familiale : Sabine Glauser et Felix Stürner (Président)
- Santé : Andreas Wüthrich, Sylvie Podio et Vassilis Venizelos (Président)
- Infrastructures liées aux transports et à la mobilité : Alice Genoud et Anne-Laure Botteron
- Institutions : Raphaël Mahaim (Vice-président) et Didier Lohri
- Systèmes d'information : Etienne Räss et Didier Lohri
- Présentation : Anne Baehler Bech

- Visiteurs de prison : Jean-Marc Nicolet
- HES-SO : Felix Stürner
- Gymnase de la Broye : Maurice Mischler
- Convention scolaire : Sabine Glauser
- Hôpital Riviera-Chablais : Jean-Marc Nicolet
- Hôpital de la Broye : Felix Stürner

### **Consultations**

L'activité parlementaire vaudoise bénéficie du travail préalable effectué par les groupes thématiques chargés de rédiger les réponses des Vert·e·s vaudois·es aux consultations cantonales. Plusieurs député·e·s participent directement, d'ailleurs, au travail de rédaction de ces réponses, dans un effort d'échanges de connaissances et de lien entre compétences pratiques et politiques.

Ainsi, les député·e·s Vert·e·s remercient les GT d'avoir répondu aux consultations suivantes :

- 30.01.2020 Consultation cantonale – Loi sur la protection du patrimoine, des monuments et des sites et révision de loi sur la profession d'architecte
- 15.11.2019 Consultation cantonale – Révision de la LATC – Partie constructions
- 24.09.2019 Mise à l'enquête – PAC Lavaux
- 04.09.2019 Procédure de consultation cantonale – Projet de loi sur l'exercice des droits politiques
- 13.06.2019 Opposition à la révision du plan d'affectation cantonal de la Venoge

### **Comptes 2019 : à situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle – mais pas au détriment du climat**

Les comptes 2019 du canton de Vaud présentent des charges maîtrisées ce qui témoigne de la bonne gestion financière du gouvernement à majorité rose-verte. Compte tenu de la situation de crise sanitaire que nous traversons et ses conséquences économiques et sociales, les Vert.e.s ont soutenu l'attribution des excédents budgétaires à la lutte contre les effets du Covid-19, ainsi que plusieurs interventions parlementaires visant à renforcer les soutiens prévus par le Conseil d'Etat. C'est en effet l'heure de la solidarité avec toutes celles et tous ceux qui sont les plus touché·e·s par les conséquences de cette crise. Il s'agira, en revanche, pour les Vert.e.s, de veiller à ce que ces moyens financiers permettent de poser les bases d'une économie plus durable et résiliente. Car cette urgence ne doit pas éclipser celle climatique qui demande, elle aussi, des moyens financiers considérables, et dont les effets seront bien plus nocifs si rien n'est fait pour l'éviter. Les Vert.e.s veilleront aussi à ce que l'indispensable solidarité Canton-communes également mise de côté puisse se matérialiser le plus rapidement possible.

Vassilis Venizelos,  
Chef de groupe des député·e·s  
Vert·e·s

## **Rapport d'activité 2019–2020 de la Conseillère d'État**

Depuis le dernier rapport d'activité rédigé en mai 2019, ces derniers 15 mois ont été pour le moins sportifs dans ma fonction de Conseillère d'Etat. Je pense bien entendu au COVID-19 qui a, pratiquement du jour au lendemain, fait basculer l'action usuelle de l'Etat en situation de crise aigüe : déclenchement du dispositif ORCA (Organisation en cas de catastrophes), services mis sous très forte tension (sanitaires, sécuritaires, de l'emploi, informatique, etc.), de très nombreuses séances du Conseil d'Etat, complexité de l'articulation des mesures cantonales avec le cadre fédéral, etc. Cette crise exceptionnelle va encore perturber la vie politique, sociale et institutionnelle pour un moment. Mais il y a également eu d'autres événements particuliers pour moi. Je pense à la gestion de deux départements (le DIS et le DTE) suite à l'élection de Mme De Quattro à Berne, entre le 1er décembre et le 17 mars, soit jusqu'à l'entrée en fonction de Mme Luisier Brodard. Cette arrivée d'une nouvelle Cheffe de département a également été l'occasion pour le Conseil d'Etat de créer deux nouveaux départements avec des services déplacés, voire recomposés. Les institutions (communes et logement service juridique et législatif, tutelles et curatelles, affaires religieuses, lien avec le Ministère public) ont cédé leur place à la Direction générale de l'environnement. C'est ainsi qu'est né le Département de l'environnement et de la sécurité (DES). Cette rocade s'est faite à un moment particulier, au moment même où la situation exceptionnelle était décrétée par le Conseil fédéral.

Toutefois, depuis le printemps 2019, le travail mené par mon département a été considérable. Je vous propose ainsi l'habituelle ronde des services, toujours de manière non exhaustive. Pour ce rapport annuel, en raison des changements départementaux, je vais d'abord souligner l'action réalisée dans les services qui se trouvent depuis mars 2020 du Département des institutions et du territoire (DIT), chez Mme Luisier Brodard.

### Services/entités ayant quitté le DES en mars 2020

#### *Service des communes et du logement*

La refonte totale de la loi sur l'exercice des droits politiques a pu être lancée en consultation durant l'été dernier, avec plusieurs innovations conséquentes : la transparence du financement de la vie politique, réforme des conseils généraux, création d'un registre des partis, meilleure prise en considération du vote blanc ou encore le retrait conditionnel des initiatives. Le projet est maintenant dans les mains du DIT. Il est toutefois prévu qu'il soit encore traité par le Grand Conseil durant cette législature.

Les communes, cela a encore été la poursuite des négociations autour de la facture sociale et de la nouvelle péréquation intercommunale vaudoise (NPIV), notamment par la création d'un groupe de travail commun, mandaté par la Plateforme Canton-communes, pour élaborer des scénarios autour d'un éventuel transfert, total ou partiel, de la facture sociale des communes au Canton.

S'agissant du logement, il y a eu plusieurs avancées significatives. Tout d'abord, la mise en place d'une nouvelle forme de soutien pour les coopératives de logement innovantes et participatives depuis le 1er janvier 2020. Ce soutien s'articule autour de 3 piliers : acquisition du terrain, accompagnement dans le développement du projet, facilité de financement par le biais d'un cautionnement. C'est via la SVL, Société vaudoise du logement, détenu majoritairement par le Canton, que s'effectuera cette aide technique. Pour ce faire, un nouveau règlement sur les prêts et les cautionnements au logement a été élaboré et précise notamment que les coopératives intéressées doivent pouvoir répondre à 4 conditions afin de pouvoir être considérées comme des LCIP, à savoir des logements coopératifs innovants et

participatifs (LCIP) : adhérer à une charte (valeurs sociales, écologiques et solidaires), être reconnu comme d'utilité publique, construire des logements à loyers abordables et disposer de fonds propres d'au moins 12 % (dont minimum 5% provenant directement de la structure). Par ailleurs, la LPPPL continue à déployer ses effets et au 1er janvier 2020, le droit de préemption a été déployé dans les districts à pénurie. Ainsi, les communes (subsidièrement l'Etat) peuvent acquérir un terrain (bâti ou non) en vente de manière prioritaire si elles prévoient d'y construire des logements d'utilité publique dans un court délai (3 à 5 ans suivant l'affectation de la zone). Ainsi, la loi commence à déployer pleinement ses effets et encourage la construction de logements financièrement plus abordables. En 2019, ce ne sont pas moins de 230 logements qui ont déjà été reconnus comme des logements à loyer abordable (LLA).

Le Conseil d'Etat a également validé un projet de modification de la loi sur la formule officielle, à savoir le document qui permet de connaître le loyer précédemment appliqué pour un bien par le propriétaire ou une régie. La modification proposée vise à harmoniser la définition de la pénurie actuellement en cours (taux inférieur à 1,5 % de logements vacants sur l'ensemble du canton) avec celle de la LPPPL (taux inférieur à 1,5 % de logements vacants, par district, en moyenne sur les 3 dernières années).

Enfin, s'agissant du logement, en partenariat avec le Département de l'économie, de l'innovation et du sport, un dispositif d'encadrement de l'activité des plateformes d'hébergement en ligne (du type Airbnb) a été validé par le Conseil d'Etat. Ainsi, si quelqu'un met son bien en location plus de 90 jours par année, il devra faire une annonce de changement d'affectation de ce dernier. Ceci afin de ne pas créer de distorsion avec le monde hôtelier et éviter la soustraction de logements locatifs dans les zones soumises à forte pénurie. Par ailleurs, un registre des loueurs sera également établi, en partenariat avec les communes afin, notamment, de pouvoir prélever les taxes de séjour.

### *Service juridique et législatif*

Au-delà d'une croissance des activités du secteur juridique et du recouvrement de l'Etat effectué par le SJL, c'est surtout le lancement de la consultation sur un projet de réforme de la (haute-)surveillance sur l'Ordre judiciaire vaudois et sur le Ministère public. Cette réforme vise à mettre en place un Conseil de la Magistrature, composé de juges, de procureurs, d'avocats et de représentants de la société civile, qui pourra assurer une surveillance administrative (notamment mener des enquêtes), une surveillance disciplinaire à l'encontre des magistrats ainsi qu'auditionner et établir un préavis pour l'élection des juges cantonaux, du Procureur général et de ses adjoints. Cette réforme impliquera une modification constitutionnelle.

### *Service des curatelles et des tutelles professionnelles*

Les plus assidus des rapports d'activité auront peut-être remarqué le changement du nom de cette entité depuis l'année passée. L'Office a effectivement été transformé en Service, évolution logique pour une entité qui a mené avec succès plusieurs réformes majeures et qui a connu une importante croissance.

La réforme de la curatelle vaudoise (l'arrêt de la nomination forcée de curateurs) continue à déployer ses effets et en 2019, c'est plus de 600 curateurs volontaires qui se sont annoncés. Une enquête de satisfaction a par ailleurs été effectuée auprès des curateurs volontaires par l'institut de sondage MIS Trend. Les résultats de cette enquête, menée auprès de 877 personnes, se sont révélés très positifs : entretien, formation, soutien, mandat attribué et relation avec la personne prise en charge, tous ces éléments sont bien accueillis. 81% des curateurs sondés sont prêts à accepter un mandat supplémentaire et 90% à poursuivre leur mandat au-delà du délai légal de quatre ans.

Les défis sont toutefois de taille pour le SCTP, car avec le vieillissement de la population et

l'arrivée à la retraite de la génération des baby-boomers, les cas dit « lourds » vont continuer à solliciter toujours plus de travail de la part du service.

### *Affaires religieuses*

Ces derniers mois ont aussi été scandés par plusieurs événements en lien avec les affaires religieuses. L'Etat a signé avec l'EERV, la FEDEC et la CILV une nouvelle convention de subventionnement portant sur les années 2020 à 2024. D'un montant annuel de 61,3 millions en 2020, celui-ci augmentera légèrement jusqu'à 61,9 millions en 2024. Cette « indexation » permettra de continuer à couvrir les charges de ces communautés religieuses au nom des missions qu'elles effectuent au service l'ensemble de la population vaudoise. Cette convention a été signée juste avant le renouvellement des autorités ecclésiastiques de l'EERV.

Sur le front de la reconnaissance des communautés religieuses en tant qu'institution d'intérêt public, deux nouvelles demandes ont été déposées au printemps dernier par la Fédération évangélique vaudoise (FEV) et l'Union vaudoise des associations musulmanes (UVAM). Un dispositif visant à renforcer le travail de la Commission consultative en matière religieuse, chargée d'instruire ces requêtes en reconnaissance, a également été mis en place. De plus, une formation continue visant à permettre aux participant-e-s d'acquérir une connaissance du fonctionnement des institutions vaudoises, du paysage religieux du canton, ainsi qu'à nouer des liens avec des responsables d'autres a été mis en place à la rentrée de l'été 2019 en partenariat avec l'UNIL. Cette formation permettra de renforcer l'intégration des communautés religieuses dans le contexte spécifique vaudois, notamment dans l'optique d'une éventuelle reconnaissance.

Enfin, la cathédrale continue à faire le plein de visiteurs : 474'278 personnes en 2019, ce qui en fait toujours le lieu le plus visité du canton. Des nouveaux bancs « réversibles », fabriqués avec du bois de nos forêts, ont aussi été choisis et devraient, très prochainement, améliorer le confort des utilisateurs.

### Services du nouveau DES :

#### *Police cantonale*

Sur le front sécuritaire, la police cantonale a été particulièrement mobilisée entre 2019 et 2020, avec de nombreux engagements conséquents, qu'il s'agisse de la FEVI, des JOJ, de conférences internationales, du 100e des jeunesses campagnardes et bien entendu du COVID depuis la mi-mars.

Les chiffres de la criminalité continuent à diminuer sur le canton. Depuis 2009 et l'introduction de la statistique harmonisée, elle n'avait jamais été aussi basse. En effet, depuis 2013, c'est une baisse de près 45 % des infractions au code pénal. Cette réussite est à mettre au crédit de l'ensemble des corps de police du canton.

Ces corps, qui, avec la mutualisation des ressources opérationnelles pendant le COVID-19, auront eu l'occasion de faire l'expérience d'un modèle de police coordonnée différent (par ex. avec des patrouilles mixtes), similaire au projet pilote « REGIO » qui est en cours avec la police de l'ouest lausannois. Bien que le dispositif spécial lié au COVID ait été levé, 5 corps de polices communales et intercommunales ont demandé à poursuivre cette expérience jusqu'à fin 2020. Cet exercice grandeur nature va certainement permettre de tirer quelques enseignements et potentiellement faire évoluer les pratiques actuelles. Affaire à suivre.

Plusieurs projets spéciaux ont également rythmé le travail de la police cantonale. Il y a eu ces attaques à répétition sur les transporteurs de fonds. Suite à un épisode particulièrement violent à Daillens début décembre 2019, le Conseil d'Etat a décidé de prendre des mesures d'urgence et unilatérale pour réduire les risques d'attaque : véhicule obligatoirement doté

d'un blindage lourd, système de maculation ou interdisant l'accès aux biens en cas d'effraction, transport de nuit interdit, limitation de la somme transportée à 10 millions CHF, renforcement de la présence policière aux frontières et escortes policières aléatoires de convois. Ce dispositif décidé par voie d'arrêté fera bientôt l'objet d'une loi en bonne et due forme en vue de sa pérennisation.

Un projet pilote a également été lancé avec le port de « bodycams » par 16 policiers en partenariat avec la police municipale de Lausanne et l'Université de Lausanne. Ces bodycams sont appelées à être utilisées uniquement pour des interventions policières lors desquelles il est constaté qu'un délit est commis ou en passe de l'être, après avoir été dûment annoncé qu'il serait procédé à un enregistrement. Les images tournées sont destinées à être transmises au Ministère public et au Tribunal des mineurs au titre de moyen de preuve. Le bilan va être rendu public très prochainement.

Par ailleurs, le projet ECAvenir visant à un regroupement sous un même toit des trois centrales d'urgence (144, 117, 118) et du poste de commandement de l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC) se poursuivent. Les travaux de construction de ce projet devisé à quelque 125 millions CHF aux abords de l'aérodrome de la Blécherette se poursuivent et le nouveau bâtiment devrait être livré en 2021 et être opérationnel en 2022.

### *Service pénitentiaire*

Le Service pénitentiaire n'a pas été en reste non plus ces douze derniers mois et ceci à plus d'un titre.

Dans les projets qui me tenaient particulièrement à cœur, nous avons pu lancer un projet de justice restaurative pour des jeunes adultes de 18 à 22 ans dans le cadre de l'établissement des Léchaïres à Palézieux. Ce projet, mené avec le Forum Suisse pour la Justice Restaurative, s'est déroulé entre l'automne et le printemps 2019-2020 et un bilan sera prochainement présenté. Il s'agit d'offrir une approche complémentaire afin de renforcer le travail sur le délit et réduire également les risques de récidive.

A cela s'ajoute des grands travaux sur les infrastructures pénitentiaires dont le parc est particulièrement vétuste et énergivore. Ainsi, des travaux d'assainissement ont été lancés et la prison de la Tuilière redeviendra, à l'issue de sa réfection, une prison exclusivement dédiée aux femmes.

Les nouvelles infrastructures, comme l'établissement des Grands Marais ou la création d'un poste de contrôle avancé autour du périmètre des établissements du Nord vaudois, continuent leur travail de planification.

Le nombre de décisions d'octroi de travail d'intérêt général comme peine substitutive est passé de 140 en 2018 à 249 en 2019, ce qui confirme une tendance à offrir une alternative à l'incarcération. Le nombre de journées de détention réalisées dans nos établissements pénitentiaires ont, eux, légèrement diminué : 345'091 en 2019 contre 348'663 en 2018. D'autres projets sont également en cours, qu'il s'agisse d'une amélioration des conditions d'accès à la médecine pénitentiaire, d'une réflexion sur la qualité de la probation et de la réinsertion socio-professionnelles des personnes détenues ainsi que sur le domaine agricole des EPO, le plus important de l'Etat de Vaud.

### *Service de la sécurité civile et militaire*

La protection civile a été mise à très forte contribution ces douze derniers mois pour la gestion d'évènements de très grande ampleur : FEVI, JOJ, 100e anniversaire de la Fédération vaudoise des jeunesses campagnardes et COVID-19.

Rien que l'engagement pour la FEVI comptabilise à lui seul 7'707 jours de service, soit 65'511 heures de travail pour une seule et même opération. Cela représente plus de jours de service que la moyenne annuelle des dix dernières années pour les interventions en faveur de la collectivité.

Il y a également eu plusieurs engagements en situation d'urgence comme le déclenchement des plans canicules et des opérations de délestage de routes suite à des accidents.

L'EMCC a été sollicité très fortement pour la FEVI, les JOJ, mais surtout le COVID-19, situation exceptionnelle qui a nécessité la mise en œuvre du plan ORCA sur de nombreuses semaines. J'aurai l'occasion de m'attarder d'avantage le bilan à tirer de cette situation lors du prochain rapport d'activité. L'EMCC a par ailleurs été sollicité pour un exercice du réseau national de sécurité qui s'est déroulé en novembre sur 52 heures et impliquant plus de 70 organisations. Il s'agissait d'un scénario basé sur une menace terroriste (attaque sur des infrastructures critiques, chantages et menaces d'attentat). J'ai participé en visio-conférence avec plusieurs partenaires des cantons afin de tester les chaînes de décision, les protocoles d'urgence, etc. Beaucoup d'enseignements à en tirer.

### *Direction générale de l'environnement*

Nouvelle venue dans notre département, la Direction générale de l'environnement porte un très grand nombre de politiques publiques chères à notre mouvement depuis de nombreuses années. N'ayant véritablement pris les clefs de ce service qu'à la mi-mars, en pleine crise COVID-19, je vais surtout m'attacher ici à l'un des projets politiquement très attendu : le Plan climat vaudois. Ce dernier a été présenté le 24 juin dernier par le Conseil d'Etat in corpore, fait rare dans l'agenda politique vaudois. Cela souligne l'importance donnée par le gouvernement à l'engagement pris, à savoir de réduire les émissions territoriales de 50 à 60 % d'ici à 2030 (par rapport à 1990) et d'atteindre la neutralité carbone au plus tard en 2050. Au-delà d'un effort de réduction concentré sur la mobilité, l'énergie et l'agriculture, il y a également tout un volet d'adaptation qui a été inclus dans ce Plan comptant pas moins d'une centaine de mesures opérationnelles regroupées en 30 mesures stratégiques. Cette adaptation concerne notamment la santé publique, les milieux et ressources naturels, ou encore les dangers naturels.

Ce Plan contient également tout un volet lié à la documentation tant des effets des changements climatiques sur le territoire cantonal que sur l'impact et l'efficacité des mesures prises. La mise en œuvre sera pilotée par une Unité Plan climat nouvellement créée au sein du Secrétariat général du DES. Cette unité sera pilotée, dès le 1<sup>er</sup> septembre, par un Délégué cantonal au Plan climat. C'est Yvan Rytz, mon actuel collaborateur personnel, qui assumera désormais ce rôle essentiel. Il a été nommé par le Conseil d'Etat suite à un processus exigeant. Reconnu par toutes et tous pour ses compétences, ses connaissances, son sens du dialogue et son efficacité, Yvan fera merveille à ce poste. Et, pour les Vert-e-s, c'est un sacré plus !

### *Secrétariat général*

Mon Secrétariat général a mené de front cette dernière année avec beaucoup d'engagement et d'agilité. Gestion de deux départements pendant plus de 3 mois, changements de services à l'interne, de très nombreux projets complexes. Une équipe remarquable avec laquelle j'ai de la chance de travailler.

Je ne citerai ici qu'un projet en particulier que mon SG a piloté ces derniers mois : il s'agit d'un règlement concernant les interdictions de survol par des drones d'un poids inférieur à 30 kg de certains périmètres en sus des interdictions prévues par le droit fédéral (aérodromes, districts francs, zones pour les oiseaux migrateurs, etc.). Pour le Canton, il s'agit en particulier

d'interdire le survol des établissements pénitentiaires, des postes de gendarmeries, des sites du Tribunal cantonal, des hôpitaux dotés d'un hélicoptère, etc. Un régime de dérogations est prévu et les communes disposeront aussi de compétences en la matière. Ce régime légal est prévu jusqu'à l'introduction du nouveau cadre légal suisse, reprenant la législation européenne sur les drones, prévu pour le 1er janvier 2021.

Mes chères et chers Vert-e-s, voici donc ce tour d'horizon pour une année pas comme les autres et qui aura marqué ce milieu de législature. Il y a encore beaucoup de projets à mener dans cette fonction passionnante de Conseillère d'Etat. Ce n'est ni les idées, ni l'énergie qui manquent ! Je profite pour vous remercier de votre confiance et votre soutien, indispensables pour mon travail au quotidien.

Béatrice Métraux,  
Bottens, le 27 juillet 2020



# **Rapport d'activité des Conseillères nationales, du Conseiller national et de la Conseillère aux Etats entre juin 2019 et juin 2020**

*Adèle Thorens Goumaz*

Travail en commission

*Conseil national*

Durant les derniers mois de ma législature au Conseil national, la **commission de l'environnement** a terminé le traitement de la révision de la loi sur la chasse. C'est un dossier sur lequel je me suis beaucoup engagée. Le résultat s'est malheureusement avéré catastrophique pour la protection des espèces et de la biodiversité, au point que nous avons décidé de soutenir le référendum lancé par les ONG environnementales. Le peuple votera sur cet objet en septembre de cette année et je compte m'engager fortement dans la campagne.

La commission de l'environnement a aussi traité de la deuxième phase de la révision de la LAT, dans un contexte extrêmement polarisé. Les ONG environnementales comme les milieux agricoles y étaient opposés, pour des raisons divergentes. Bastien Girod et moi-même avons soutenu l'entrée en matière malgré tout. Après le refus de l'initiative des Jeunes Vert-e-s sur le mitage du territoire, il était plus nécessaire que jamais de continuer à agir pour préserver les terres agricoles et nous étions convaincu-e-s du fait que le prochain Parlement, dont nous pensions qu'il serait plus progressiste, pourrait améliorer le projet. Plusieurs tentatives pour concilier les intérêts contradictoires en présence ont échoué et le Conseil national s'est finalement opposé à l'entrée en matière. Le dossier passe maintenant au Conseil des États, où je pourrai assurer un suivi puisque je siège désormais à la commission de l'environnement de la chambre des cantons.

La commission de l'environnement a enfin repris la Loi sur le CO<sub>2</sub>, après que le Conseil des États ait tout repris à zéro et amélioré le projet du Conseil fédéral. Bastien Girod et moi nous sommes engagé-e-s pour maintenir les progrès obtenus et y ajouter des améliorations supplémentaires. J'ai notamment déposé des minorités dans le domaine de la mobilité (nouveaux véhicules quasiment à zéro émissions dès 2030) et de la finance (objectifs contraignants de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> pour le secteur financier et transparence sur l'impact climatique des entreprises).

Dès décembre 2019, j'ai poursuivi mon travail parlementaire au sein des commissions de l'économie, des finances et de l'environnement du Conseil des États.

*Conseil des Etats*

Nous avons consacré beaucoup de temps et d'énergie à la crise du COVID19. La **commission de l'économie** a entre autres décidé des mesures de soutien aux entreprises. Je me suis en particulier engagée en faveur du secteur horticole, qui a été particulièrement touché par la crise, et pour que des réductions des loyers commerciaux soient accordées aux entreprises et commerces contraints d'interrompre leurs activités. J'ai aussi obtenu une majorité pour une motion de commission demandant de soutenir les entreprises formatrices, afin que les jeunes en apprentissage ne se retrouvent pas en rupture de formation professionnelle suite à la crise.

La commission de l'économie a aussi traité des questions agricoles, autour des deux initiatives anti-pesticides, que j'ai soutenues face à une majorité écrasante et très hostile en

commission. Une initiative parlementaire, faisant office de contre-projet informel à ces initiatives, a en outre été développée. J'ai pu y apporter quelques améliorations, en collaboration avec des collègues de bonne volonté d'autres partis. Le résultat reste cependant insuffisant face aux exigences des deux initiatives. Enfin, nous avons commencé les discussions sur la politique agricole 22+, dont le traitement a été retardé par la crise du COVID19. Je défendrai notamment dans ce contexte les revendications des femmes paysannes, en tant que seule femme à la commission de l'économie, mais aussi un renforcement des dimensions de durabilité de ce paquet. La situation de la viticulture, particulièrement délicate dans nos régions, sera aussi l'objet de mon attention. Je travaille sur ce dossier en coordination avec le groupe des Verts agrariens et les organisations viticoles et agricoles progressistes, ainsi que les ONG environnementales et les organisations de protection des animaux.

A la **commission des finances**, je me suis engagée pour que les moyens nécessaires au soutien des entreprises touchées par la crise du COVID19 puissent être débloqués, malgré les réticences de certains collègues inquiets de l'endettement de notre pays. Or celui-ci reste très raisonnable en comparaison internationale et nous avons les moyens de soutenir notre économie. J'ai aussi, en collaboration avec mes collègues de la commission des finances du Conseil national et en particulier Daniel Brélaz, argumenté en faveur d'une intervention constructive de la BNS pour amoindrir les tensions financières liées à la crise et permettre aux collectivités publiques d'investir dans un avenir durable de notre économie, plutôt que de mettre en place des politiques d'austérité. Enfin, je me suis prononcée contre les soutiens aux compagnies d'aviation, car c'est l'économie de demain que nous devons soutenir au travers de cette crise, certainement pas celle qui génère une crise plus grave encore en détruisant notre climat.

La **commission de l'environnement** du Conseil des États a été relativement peu active du fait de la crise du COVID19. Nous avons cependant pu amorcer les discussions sur la deuxième révision de la loi sur l'aménagement du territoire, qui part sous de meilleurs augures qu'au Conseil national, puisque les cantons la soutiennent. J'ai aussi eu la satisfaction d'obtenir une majorité en faveur de l'initiative parlementaire pour le développement de l'économie circulaire en Suisse, un texte dont Bastien Girod et moi sommes les initiateurs, avec un petit groupe de collègues d'autres partis que nous avons constitué en juin 2019. Ce texte reprend les points principaux du contre-projet à notre initiative « Pour une économie verte », que le nouveau Parlement, plus à droite, avait enterré en 2016. Lors de nos dernières séances de commission, nous avons enfin repris la loi sur le CO<sub>2</sub> pour en traiter les divergences, en prévision du vote final qui aura lieu en septembre. L'objectif est de maintenir les progrès que nos collègues du Conseil national ont pu obtenir dans sa nouvelle configuration. Alors que je siége comme seule Verte à la commission de l'économie et à la commission des finances, je suis accompagnée à la commission de l'environnement par Lisa Mazzone, avec laquelle je collabore étroitement.

De manière générale, j'ai dû adapter ma manière de travailler en commission depuis mon passage aux États, où l'on ne parle jamais au nom de son parti, mais en son nom propre ou au nom de son canton. J'ai développé des liens avec les associations et autorités vaudoises et me coordonne désormais régulièrement avec elles. Je me suis en outre pliée aux usages du Conseil des États, qui veulent que les élu-e-s déposent très peu de minorités lors du travail parlementaire. Cela implique de se concentrer sur les points les plus importants, de notre point de vue mais aussi de celui de notre canton. Nous savons que nous pouvons compter sur la grande délégation verte du Conseil national pour réaliser un travail plus exhaustif et plus « partisan ». Une coordination a évidemment lieu entre les délégations des mêmes commissions dans les deux conseils.

Votations fédérales

J'ai eu peu d'occasions de m'engager dans des campagnes de votations fédérales durant cette période. Le deuxième semestre de 2019 a en effet été consacré aux élections fédérales, avec les résultats réjouissants que l'on connaît. Les votations de début 2020 ne portaient pas sur des dossiers où je suis fortement positionnée et celles du printemps ont été annulées. Je serai par contre plus présente dans les campagnes de votation de septembre 2020, en particulier dans le cadre du référendum sur la loi sur la chasse et contre l'initiative de l'UDC menaçant les bilatérales. Il s'agit en effet de thèmes centraux pour moi, avec la préservation de la biodiversité et l'ouverture de notre pays sur l'Europe.

### Engagements personnels divers

Mes interventions parlementaires ont aussi évolué en fonction de mon passage au Conseil des États. Elles sont globalement moins nombreuses pour cette période, d'une part parce que j'ai été moins active à la session de septembre 2019 puisque j'ai mis la priorité sur ma campagne pour le Conseil des États avec Ada Mara, mais aussi parce que l'usage impose aux conseillers et conseillères aux États de déposer peu d'interventions parlementaires, en principe une au maximum par session.

Mes interventions reflètent toujours mes thèmes de prédilection : économie verte ou circulaire, agriculture et préservation de la biodiversité, finance durable, transition énergétique. Je les aborde cependant plus souvent du point de vue de mon canton. C'est notamment le cas pour mon intervention sur les agriculteurs pionniers du solaire défavorisés par le passage de la rétribution à prix coutant à la rétribution unique, qui sont nombreux dans le canton de Vaud, et de mon intervention sur le chlorothalonil, une pollution qui touche durement nos communes. J'ai en outre déposé une intervention qui sort de mes domaines usuels, sur les transports de fonds, en coordination avec notre conseillère d'Etat Béatrice Métraux.

J'ai également recentré mes activités de représentation et de relations publiques (y compris médiatiques) sur la Suisse romande et le canton de Vaud, alors que j'ai été très présente sur le terrain en Suisse alémanique et au Tessin durant mes mandats au Conseil national. Le fait que nous disposions désormais d'un grand groupe parlementaire, avec des personnalités compétentes dans toutes les régions, me permet de le faire le cœur léger.

Concernant mes interventions passées ayant obtenu une majorité, le rapport lié à mon postulat *19.3127 Comment maintenir la compétitivité de notre secteur financier face aux récentes évolutions internationales en matière de durabilité* a été publié. S'il a été accompagné d'un discours enfin volontariste du Conseil fédéral en matière de finance durable, il montre que sa stratégie reste de se limiter à suivre les développements de l'UE en la matière et de ne s'y adapter qu'en dernier recours, lorsqu'il n'est plus possible de faire autrement. Il reste donc nécessaire de maintenir la pression dans ce domaine et j'ai d'ailleurs déposé récemment plusieurs nouvelles interventions sur le sujet (*voir liste ci-dessous*).

Nous sommes par contre toujours dans l'attente de plusieurs rapports pour lesquels j'avais obtenu des majorités lors des années précédentes, en particulier celui sur la gestion durable des plastiques, celui sur une sortie progressive du glyphosate et celui sur les émissions négatives en matière de politique climatique.

Au niveau de mes engagements associatifs réalisés parallèlement à mon travail parlementaire, je continue à être très active au conseil de fondation du think tank du développement durable *sanu durabilitas* et auprès de la plateforme *Circular Economy Switzerland*, que nous avons mise sur pied avec d'autres organisations. J'ai dû reprendre au pied levé la présidence de *Suisse Rando*, suite au départ rapide, pour un mandat à la présidence de l'Elcom, de notre ancien président Werner Luginbühl. Enfin, j'assume désormais la présidence de *l'OrTra Environnement*, une association qui promeut les métiers, les

formations et les compétences environnementales, notamment via le site [ecoprofessions.ch](https://www.ecoprofessions.ch). J'ai décidé à l'inverse de remettre la vice-présidence de *Stop OGM* et de réduire mon engagement auprès de plusieurs autres ONG pour lesquelles j'ai été active jusqu'ici, pour cause de surcharge de travail (je suis engagée auprès d'une bonne dizaine de structures à but non lucratif).

### Interventions déposées

#### 19.447 INITIATIVE PARLEMENTAIRE

Renforcer l'économie circulaire suisse en privilégiant la revalorisation matérielle des déchets  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20190447>

#### 19.3810 INTERPELLATION

La France légifère sur l'économie circulaire. Une inspiration pour la Suisse?  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20193810>

#### 19.3767 POSTULAT

Finance et climat. Etudier l'opportunité et les modalités d'une modulation du droit de timbre basée sur des critères de compatibilité climatique  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20193767>

#### 19.3766 MOTION

Finance et climat. Intégrer explicitement les risques climatiques au devoir fiduciaire  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20193766>

#### 19.3761 MOTION

Exclure l'usage des pesticides de synthèse par les collectivités publiques  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20193761>

#### 19.5432 HEURE DES QUESTIONS. QUESTION

Les études d'impact environnemental de Mercosur ont-elles été publiées et comment ont-elles influencé le résultat des négociations?  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20195432>

#### 19.5526 HEURE DES QUESTIONS. QUESTION

Impact sanitaire et environnemental des fongicides SDHI. Ne devrait-on pas appliquer le principe de précaution?  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20195526>

#### 19.4224 INTERPELLATION

Une étude recommande à l'UE de mieux protéger la population des perturbateurs endocriniens. Que fait la Suisse?  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20194224>

#### 20.3226 INTERPELLATION

Passage de la RPC à la RU. Une solution pour les agriculteurs pionniers du solaire, qui ont été désavantagés?  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20203226>

#### 20.3408 POSTULAT

Comment répondre à la contamination de nos eaux potables liée au chlorothalonil et comment financer les assainissements nécessaires?  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20203408>

#### 20.3614 INTERPELLATION

Économie circulaire et construction. Comment promouvoir le réemploi dans le bâtiment?  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203614>

20.3667 MOTION

Promouvoir l'économie circulaire et la gestion durable des ressources grâce à des "Innovation green deals"

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203667>

20.3666 POSTULAT

Quelles mesures de protection pour les transporteurs de fonds en Suisse ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203666>

*Daniel Brélaz*

#### Activités lors de votations ou élections fédérales

J'ai été très actif lors des élections fédérales. J'ai à plusieurs reprises conseillé et encouragé nos ami-e-s Verts des cantons du Valais, de Fribourg, de Neuchâtel et du Jura et ai contribué aux succès enregistrés dans trois de ces quatre cantons. J'ai plus modestement conseillé les Verts suisses par diverses simulations sur des cantons où le succès n'était pas acquis d'avance en Suisse alémanique.

#### Activités auprès des Verts suisses

Fréquentation de toutes les A.G..

Après les élections fédérales, j'ai été nommé au bureau du CN auquel ont accès les quatre plus grands groupes du CN (UDC :55, PS : 39, Centre : 31, Verts : 30, PLR : 29).

J'ai également été nommé responsable de la délégation verte à la commission des Finances (4 CN et une conseillère aux Etats), chargé d'aider à la formation des nouveaux (4 sur 5), de préparer les positions au CN et de se coordonner avec notre élue au CE.

Enfin j'ai été nommé à la commission des affaires juridiques, où Raphaël me remplacera dès le 6 mars 2022.

#### Activités au Conseil national

Comme leader vert à la commission des Finances et président de la CDF-3 (sous-commission des finances auprès des départements des conseillers fédéraux Berset et Sommaruga), j'ai pas mal de travail de préparation dans des secteurs très stratégiques. Je peux également obtenir certains éclairages directs auprès des services, notamment dans le domaine des assurances sociales, de l'énergie et de l'environnement.

J'ai déposé quatre interpellations concernant la BNS pour tenter d'influer sur la politique de la banque centrale la plus figée et la plus conservatrice du monde. Ce combat est probablement aussi difficile que celui que nous avons dû mener en matière de politique énergétique.

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203663>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203342>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20193777>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20193647>

## *Sophie Michaud Gigon*

### Dépôts

J'ai fait immodérément usage de notre droit parlementaire en posant questions, déposant postulats, motions et surtout interpellations, pour mettre le doigt sur des problèmes ou lacunes, comme par ex :

- Demander une information étiquetée sur le mode de production des denrées alimentaires importées (plusieurs pratiques sont interdites en Suisse, il faut donc qu'elles soient indiquées, question d'avantage concurrentiel pour les agricultrices et agriculteurs suisses et d'information pour les consommatrices et consommateurs)
- Questionner la bonne gouvernance de la commission fédérale des jeux qui devrait en fait surveiller le marché des jeux d'argent et protéger les joueuses et joueurs les plus vulnérables et dépendant-e-s. Les Vert-e-s avaient été très critiques sur la Loi sur les Jeux d'argent, on voit que sa mise en œuvre est lacunaire. Par ailleurs, je poursuivrai ce travail car il y a une zone grise avec les jeux vidéo « gratuits » pour lesquels on peut dépenser beaucoup d'argent et qui ne sont pas soumis à cette législation.
- Demander que les banques non seulement développent leur offre en produits financiers durables mais aussi informent véritablement leurs client-e-s sur les impacts des investissements qu'ils et elles ont choisis.
- Interpeler le Conseil fédéral sur la migration des substances indésirables contenues dans les tasses en bambou pour boissons chaudes.
- Indiquer de manière transparente la non réparabilité de l'objet au moment de l'achat afin de privilégier un choix sur les objets réparables (ex : des lampes avec ampoules LED non remplaçables ne peuvent pas être réparées quand l'ampoule est fichue)  
(Pour la liste exhaustive des dépôts, voir : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista#Default=%7B%22k%22:%22PdBusinessCouncilorPersonNumber:4278%22,%22o%22:%22%7B%22d%22:1,%22p%22:%22PdSortDateTime%22%7D%5D%7D>)

### COVID

Durant cette crise, j'ai particulièrement travaillé dans les domaines suivants, que ce soit en faisant passer des motions de commission (à la Commission de l'économie et des redevances (CER)) ou via des dépôts individuels :

- soutien financier aux indépendant-e-s et aux patron-e-s salarié-e-s repris par la CER, je me suis fortement engagée pour le tissu économique local
- non-discrimination des petits commerces par rapport aux gros détaillants au moment du déconfinement progressif
- équité de traitement des crèches, qu'elles soient publiques ou privées, dans les soutiens COVID octroyés par le Conseil fédéral. Les communes de Suisse romande pâtissaient d'un soutien exclusif aux crèches privées
- allègements des loyers des baux commerciaux, en travaillant à la CER à un compromis repris ensuite par le plénum
- garantir les réserves d'éthanol et des chaînes de production alternatives de matériel indispensable en cas de crise

- je me suis aussi engagée pour les femmes enceintes travaillant pendant le COVID avec un groupe d'expertes et sur les remboursements post partum via la LAMAL écourtés à cause de la crise, et pour une uniformisation des modalités de remboursement des tests COVID

### Commission de l'économie et des redevances (CER) et interventions en plénum

C'est une commission très à droite avec très peu de Romand-e-s. Les poids lourds des partis y siègent, et ce n'est pas aisé de faire passer nos points de vue, ni même de les mettre à l'agenda.

Quelques sujets sur lesquels j'ai travaillé:

- Je suis intervenue contre la suppression des droits de douanes industriels, ce qu'a soutenu la majorité du National. Les Vert-e-s sont en faveur d'un droit de douane différencié, qui nous permette de favoriser certains produits plus écologiques que d'autres avec l'objectif d'orienter le marché et de convertir l'économie. Nous sommes opposé-e-s à la suppression d'une manne de 560 millions annuels sans contrepartie.
- Îlot de cherté : en tant que secrétaire générale de la FRC, je connais bien cette initiative qui vise à réviser la Loi sur les cartels afin de contourner les importateurs étrangers officiels qui majorent leurs prix sans que la qualité ou les standards ne changent. Les hôpitaux, l'hôtellerie, l'agriculture, les restauratrices et restaurateurs, les organisations de consommatrices et consommateurs soutiennent l'initiative, resp. un contre-projet. En tant que Verte, je défends une majoration des prix lorsqu'il y a une plus-value sociale, écologique, qualitative, mais certainement pas lorsqu'il s'agit du même produit. (ex : un pace maker) .
- Loi sur le contrat d'assurance, qui au final rééquilibre un chouia le rapport assuré-e/assureur.
- Et deux sujets qui n'ont pas fini de faire parler d'eux : l'imposition des géants du net sur le chiffre d'affaire fait en Suisse (nos entreprises, avec siège en Suisse, sont imposées sur le bénéfice) qui est une réforme que mène l'OCDE mais qui soulève une objection massive des géants du net. En Suisse, la droite est opposée à cette initiative parlementaire alors qu'elle rétablit une certaine équité fiscale pour nos entreprises. L'autre sujet dans le domaine fiscal est l'imposition de la robotisation du travail, sur laquelle je travaille avec les Jeunes Vert-e-s vaudois-es.
- En travail de fond, je commence le travail sur la PA 22+ (politique agricole) avec des premières demandes sur la vente directe et les circuits courts ainsi que sur le gaspillage alimentaire.

### Green New Deal

Une doxa puissante règne à Berne en termes d'économie, dans l'administration, dans la majorité du Parlement, partout. Rien que de poser d'autres paradigmes théoriques, c'est un long travail de formation personnelle, puis de sensibilisation et de communication. Nous sommes obligé-e-s de le faire pour que les recettes vertes puissent s'imposer à l'avenir.

Durant cet été, j'ai travaillé avec 1-2 collègues et la présidence à notre assemblée des délégué-e-s du 15 août avec une résolution sur le Green New Deal, un nouveau pacte vert pour une conversion de l'économie qui tiennent compte des limites naturelles et la valorisation d'un autre fonctionnement de notre société. Nous profitons du (post)-COVID pour mieux faire entendre notre message. Le défi est la concrétisation politique de cette vision. Cela va nous accompagner durant les prochaines années et je me réjouis de pouvoir m'y investir à fond.

## *Léonore Porchet*

### Considérations générales

Le résultat magnifique des élections de l'automne passé ne doit pas nous faire oublier que, malheureusement, la gauche n'est pas encore majoritaire au Parlement. Notre minorité se traduit tous les jours dans les décisions prises par les élues fédérales et les élus fédéraux, comme l'a démontré la non-élection de Regula Rytz au Conseil Fédéral. Mais nous parvenons malgré tout à faire avancer l'écologie, la solidarité et l'égalité comme le démontre notre grand débat sur la situation des femmes en Suisse et qui a eu lieu lors de la session parlementaire de juin.

### Coronavirus

La crise sanitaire que nous traversons a des conséquences graves sur nous toutes et tous, et en particulier les plus vulnérables. C'est pourquoi la délégation verte à la commission de la sécurité sociale et de la santé publique, dont je fais partie, a rédigé sur mon impulsion, un papier de position pour que cette population ne soit pas oubliée. J'ai également porté la voix du groupe des Vert·e·s pour le débat d'entrée en matière lors de la session spéciale "coronavirus" en mai.

### Santé (Commission de la sécurité publique et de la santé publique - CSSS)

#### - Cannabis

Repenser la politique des drogues est essentiel. Dans le cadre d'un futur test grandeur nature de l'utilisation dit récréatif du cannabis, j'ai pu défendre la nécessité d'intégrer les réseaux de distribution ainsi que la provenance du produit dans la réflexion autour du débat sur le cannabis. Mon engagement a permis de limiter les futurs tests à des produits suisses répondant à nos standards biologiques.

#### - Infirmiers et infirmières

Comme l'a démontré la crise du coronavirus, il est indispensable de renforcer les compétences des infirmiers et infirmières. C'est ce que demande, entre autres, l'initiative « Pour des soins infirmiers forts » que j'ai défendu en Commission et en plénière. Le contre-projet est en discussion, mais il est sans cesse affaibli par le Conseil des États. Il sera sans doute nécessaire de défendre l'initiative devant le peuple.

#### - Révision LAMal – coûts de la santé

Chaque année, l'augmentation des primes étrangle un peu plus une partie de la population. Face à la hausse constante des coûts de la santé, le Conseil Fédéral a décidé de réagir en proposant deux volets de modifications légales dont le premier a été voté durant cette session. Le projet part donc d'une bonne intention, mais il est trop timide. Malheureusement, la plupart des propositions d'amélioration portées par les Vert·e·s ont été refusées, dont mes minorités en faveur de la prévention et la promotion de la santé. Le plénum a par contre obtenu une belle avancée pour les associations de patient·e·s, qui reçoivent un mandat afin d'aider leurs membres à mieux comprendre les factures reçues.

#### - Loi application swiss covid

Le Parlement a soutenu la modification urgente de la loi sur les épidémies pour permettre la création de l'application Swiss COVID. Face aux questions encore latentes sur l'implication des GAFAM et au manque de garanties sociales pour les personnes recevant une notification, je me suis abstenue.



## Social (Commission de la sécurité publique et de la santé publique - CSSS)

### - Rente pont

Les chiffres du SECO sont clairs : trouver un emploi après 50 ans est une chose complexe voire quasi impossible pour beaucoup de Suissesses et Suisses. Face à cette réalité, le Conseil Fédéral a proposé la mise en place d'une "rente-pont" pour soutenir les personnes qui arrivent en fin de droit dans l'assurance-chômage après 60 ans. Je me suis battue, avec mes collègues Vert·e·s, pour que cette rente puisse être touchée dès 57 ans, sans succès. Elle ne pourra l'être qu'à partir de 60 ans. Après un jeu de ping pong entre le Conseil national et le Conseil des Etats, la réforme a été rendue moins ambitieuse mais a finalement été adoptée. Elle fait cependant l'objet d'un référendum porté par l'UDC.

## Sécurité (Commission de la politique de sécurité - CPS)

### - Financement matériel de guerre

Parmi les votes irresponsables du Parlement : le non à l'initiative des Jeunes Vert·e·s contre le commerce de guerre. Nos pensions, la BNS et les assurances publiques ne peuvent pas placer notre argent sur le dos de morts. J'ai tenté en vain de rappeler l'évidence mais, aujourd'hui encore, la droite estime que certaines vies valent plus que d'autres.

### - Loi sur le contrôle des biens et Loi sur les services de sécurité privés

Cet ensemble de lois dote la Suisse d'une loi plus stricte quant à l'exportation de services de sécurité privés. Les Vert·e·s ont amendé par deux fois ces lois de sorte qu'aucune technologie suisse ne serve à des guerres. Malheureusement, bien que des entreprises comme Pilatus vendent des aéronefs à des pays en guerre civile, nous n'avons pas pu réfréner une majorité si libérale.

### - Terrorisme (convention et loi)

Une lutte ferme contre le terrorisme est nécessaire. Mais elle se trompe de cible quand elle s'attaque aux droits fondamentaux, qui plus est aux droits des enfants. Deux nouveaux textes permettent de mettre en détention préventive un enfant de 15 ans, et de surveiller un enfant de 12 ans. Sans aucun procédé judiciaire. En parallèle à cette aberration, j'ai pu inscrire un article permettant la protection des ONG et de leur travail dans la nouvelle définition du terrorisme dans la législation suisse.

### - Loi service civil : youpi

Ce vote restera une grande victoire ! Alors qu'en pleine crise sanitaire, les civilistes étaient au front dans les EMS, structures de gardes et associations d'utilité publique, le camp bourgeois a préféré tenter de raboter le service civil, plutôt que de comprendre pourquoi de moins en moins de jeunes font l'armée et préfèrent s'engager pour la collectivité. Au sein de la commission de sécurité, en coulisse comme en plénum, j'ai défendu une Suisse solidaire de ceux qui se sentent plus utiles auprès de la collectivité plutôt que dans les exercices militaires.

### - KFOR

La Suisse est intimement liée au Kosovo. Après plus de 20 ans d'engagement militaire sur place, il est temps de passer à un engagement civique, économique et de soutien diplomatique. Le pays n'est pas reconnu par 40 % des membres de l'ONU. Les Vert·e·s ont soutenu le retrait des troupes et une redirection du budget militaire vers une aide au développement qui puisse aider le Kosovo à vivre différemment, sans armes, sans chars, sans la présence de l'OTAN.

## Juges fédéraux et Procureur général de la Confédération (Commission judiciaire)

Le secret de commission ne permet pas de détailler le travail accompli lors de nos séances de la Commission judiciaire. Cependant, les résultats sont visibles : beaucoup de juges Vert·e·s élu·e·s au niveau fédéral, dont le vaudois Laurent Merz comme juge ordinaire au Tribunal fédéral. Le cas du procureur général de la Confédération, Michael Lauber, prend beaucoup de temps à la commission. J'assure une grande partie des réponses à la médiatisation en Suisse Romande. Après sa démission et sa mise en poursuite pénale, la prochaine urgence est de démêler les voies juridiques pour ce cas inédit et de restaurer la confiance au MPC.

## Egalité

### - Burqa

En hiver 2019, dans le débat à propos de l'initiative contre le port de la burqa dans l'espace public, j'ai confirmé la position des Vert·e·s comme rempart au populisme. Le Conseil national et sa majorité bourgeoise se sont entêtés à parler d'islamisation rampante de la Suisse alors que notre pays ne connaît pas de problèmes liés à la burqa et qu'il est au contraire le champion européen de l'intégration harmonieuse des musulmans et musulmanes. Lors de la session d'été, l'initiative a finalement été rejeté par le Parlement qui lui a préféré un contre-projet indirect visant à ce qu'une personne soit tenue de montrer son visage à des fins d'identification.

### - Débat d'actualité

Un an après la grève du 14 juin et face à la crise du coronavirus, le Parlement a ENFIN pris le temps de débattre de la situation des femmes dans notre pays, sur une demande des Vert·e·s soutenue par le PS et les vert·libéraux. Cela nous a permis de rappeler que les applaudissements ne suffisent pas et qu'il faut revaloriser les conditions de travail et les salaires des femmes. Des objets sur la garde des enfants, l'égalité salariale ou encore les droits sexuels vont bientôt arriver sur la table pour que les belles paroles se concrétisent. J'en ai profité pour demander au Conseil fédéral de justifier la décision inique de ne pas prolonger le délai de remboursement des soins post-partum, et donc de forcer certaines femmes à payer de leurs poches des soins hors délai qui n'ont pourtant pas pu être effectués pendant le pic de la crise du coronavirus.

## Objets déposés

19.4508 Postulat Maman sans retour. Il faut plus d'information sur les raisons pour lesquelles les femmes ne retournent pas au travail après un congé de maternité :

(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20194508>)

J'ai déposé un postulat et une motion touchant à la question de la santé et de l'égalité. Dans le premier, j'ai demandé au CF de proposer un rapport sur l'intégration de la perspective de genre dans la mise en œuvre de la politique " santé 2020 " et de présenter les mesures relatives pour " santé 2030 ". Dans la seconde, j'ai demandé au CF de faire modifier les critères d'attribution FNS et de renforcer l'application des guidelines nationales pour intégrer la perspective de genre dans la recherche et la formation médicale.

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203092>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203093>

20.3069 Motion Pour le soutien à une agriculture de proximité (*Motion déposée pour les Jeunes Vert·e·s vaudois·es*)

(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203069>)

20.3380 Postulat Pour une prévention des crises sanitaires liées à nos modes de vie (*postulat déposé au nom du groupe des Vert·e·s*)

(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203380>)

- 20.3329 Postulat Prévenir l'impact sanitaire du réchauffement climatique  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203329>)
- 20.3260 Motion Applaudir ne suffit pas! Permettre au personnel de la santé de récupérer  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203260>)
- 20.3259 Interpellation Quel impact sur Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive?  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203259>)
- 20.3254 Interpellation Quel droit à l'information pour la communauté sourde pendant la crise du Coronavirus?  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203254>)
- 20.3256 Interpellation Quelle place pour le livre dans le soutien à la culture?  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203256>)
- 20.3483 Motion Pour une nouvelle définition du cannabis  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203483>)
- 20.3501 Interpellation Les proches aidantes doivent rapidement voir leur situation s'améliorer!  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203501>)
- 20.3550 Interpellation Droits sexuels et autodétermination des personnes handicapées à quand un débat national?  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203550>)
- 20.3636 Interpellation Quel rôle social pour nos facteurs et factrices?  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203636>)
- 20.3812 Interpellation Quelle prévention concernant le lien entre alimentation et pandémie?  
(<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203812>)

## *Valentine Python*

### En commission

En charge des dossiers suivants :

- Modification de la loi sur les Hautes écoles polytechniques
- Égalité des chances dès la naissance
- Soutien aux entreprises formatrices
- Culture et durabilité
- Arts et écologie
- Politique de la Formation, de la recherche et de l'innovation de la Confédération
- Loi sur la Haute école fédérale professionnelle
- Risques et bénéfices de la numérisation dans le domaine de la formation (creusement de l'inégalité des chances)
- Promotion de l'éducation au développement durable
- Soutien aux programmes de durabilité des hautes écoles

- Soutien à la formation continue
  - Promotion de l'éducation à la citoyenneté (participation au Campusdemocratie en octobre 2020)
  - Soutien à la création d'un bureau de médiation (droits de l'enfant)
- Dépôts

Motion « Se projeter vers l'innovation durable »

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203356>

Motion « Pour une prise en considération des coûts sur la santé et l'environnement du transport motorisé » <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203359>

Motion « Pour une taxe d'importation des voitures de tourisme proportionnelle au poids » <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203360>

Postulat « Quel impact d'une vitesse générale de 40 km/h et 30 km/h dans l'espace urbain ? » <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20203358>

Postulat « Pour une prévention des crises sanitaires liées à nos modes de vie » (*Postulat de groupe corédigé avec Léonore Porchet*)

Postulat « Prévenir l'impact sanitaire du réchauffement climatique » (*Postulat déposé par Léonore Porchet, corédaction*)

Postulat « Diriger les flux financiers vers la compatibilité avec un réchauffement climatique à 1.5 degré » <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20194512>

### Groupes interparlementaires

Groupe interparlementaire Formation Recherche Innovation

Groupe interparlementaire Biodiversité

Groupe interparlementaire Droits humains

### Conférences

Adaptation au réchauffement climatique : pourquoi et comment préparer nos villes aux vagues de chaleur? Introduction au Kit « Ma commune en surchauffe », les Verts Vaudois, juin 2020

Impact des pesticides de synthèse sur la biodiversité et la santé, les Verts Vaudois, mai 2020

Réchauffement climatique et santé humaine, état actuel et scénarios, les Verts de Lancy, mars 2020

Les causes et les conséquences du réchauffement climatique dans le monde et en Suisse; quels enjeux pour les Préalpes?, Parc naturel régional Gruyères-Pays d'Enhaut, novembre 2019

### Tables rondes

Forum de politique agricole suisse, Perspectives politiques, HAFL, Zollikofen, 27 août 2020

Dialogue Durabilité, Agepoly, EPFL, 26 février 2020

### Cours

Le réchauffement climatique à l'échelle mondiale et régionale, les scénarios à horizon 2050

et 2100, Direction générale du territoire et du logement VD, Journée de formation, Lausanne, 17 août 2020

Verkhoïansk (Sibérie), 21 juin 2020, 38 degrés °C, Mickael Maccabez, RTS, 23 juin 2020

Le réchauffement climatique; causes et conséquences dans le monde et en Suisse, Gymnase de Nyon, février 2020

Rencontre avec des élèves du Collège de Mottier, Mont-sur-Lausanne sur les thèmes de l'amélioration des conditions d'élevage et d'abatage des animaux et l'importation de l'huile de palme, 30 janvier 2020.

### Enseignement

Adaptation des sociétés au changement climatique, semestre automne-hiver 2020, Institut de géographie, Université de Neuchâtel

### Articles

Durabilité et limites planétaires, quel modèle de développement pour 2030 ? Expert Focus 2020/6-7

Pourquoi la loi CO2 actuelle ne répond pas aux objectifs de Paris ? Climat, Environnement et Santé/le blog de Valentine Python/Le Temps, 9 juin 2020

### Engagement associatif

Membre du comité de direction de l'association J'aime ma Planète (éducation au développement durable)

Membre du groupe de travail Communication-Environnement de l'association Engagés pour la Santé